NATIONS UNIES



QUARANTE-SIXIÈME SESSION

Documents officiels

PREMIEPE COMMISSION
308 séance
tenue le
jeudi 7 novembre 1991
à 10 heures
New York

PROCES - VERBAL DE LA 30e SEANCE

Président :

M. MROZIEWICZ

(Pologne)

puis:

M. ALPMAN (Vice-Président)

(Turquie)

SOMMAIRE

EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION SUR TOUS LES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR RELATIFS AU DESARMEMENT ET DECISIONS A LEUR SUJET (SUILE)

La séance est ouverte à 10 h 25.

POINTS 47 A 65 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION SUR TOUS LES POINTS DE'L'ORDRE DU JOUR RELATIFS AU DESARMEMENT ET DECISIONS A LEUR SUJET

Le <u>PRESIDENT</u> (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au Secrétaire de la Commission, qui a une communication à vous faire.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission), (interprétation da l'anglais) : Je voudrais informer la Commission que les pays suivants se sont portés coauteurs des projets de résolution ci-après : '.

Projet de resolution A/C.1/46/L.4 : Union des Républiques socialistes soviétiques;

Projet de r&solution A/C.1/46/L.8 : Afghanistan:,

Projet de &solution A/C.1/46/L.9 : Bulgari , Turquie et Uruguay;

Projet de resolution A/C.1/46/L.16: Singepour;

Projet de r&solution A/C.1/46/L.17 : Afghanistan;

Projet de résolution A/C.1/46/L.19 : Afghanistan:

Projet de résolution A/C.1/46/L.22 : Malte;

Projet de r&solution A/C.1/46/L.23 : Afghanistan, Costa Rica et

Venezuela;

Projet de r&solution A/C.1/46/L.25 : Afghanistan:

Projet de r&solution A/C.1/46/L.27 : Bulgarie;

Projet de résolution A/C.1/46/L.33 : Suède; et

Projet de résolution A/C.1/46/L.34 : Irlande, Espagne, Togo et Uruguay.

1 1

Le <u>PRESIDENT</u> (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant du Mexique, qui va prisenter le projet de resolution A/C.1/46/L.1.

M. HERNANDEZ BASAVE (Mexique) (interprétation de l'espagnol) : La présente session se déroule alors que la situation mondiale connaît des changements rapides et profonds. Le temps de la guerre froide est définitivement révolu, et de grandes possibilités s'offrent. à la communauté internationale d'aller de l'avant dans l'instauration d'un système efficace de paix et de sécurité.

Les accords de limitation et d'élimination dea armements conclus ces dernières années par les deux superpuissances et lea mesures unilatérales récemment annoncées par les Présidents des Etats-Unis et de l'Union soviétique nous laissent espirer qu'il s'agit enfin du d&but d'un processus de désarmement authentique qui permettra à l'humanité de vivre à l'abri de la crainte d'une destruction totale provoquée par les armes nucléaires.

Il est donc plus urgent que jamais que les Nations Unies ne restent pas à la traîne dans le domaine du désarmement. , La revitalisation des négociations multilatérales de désarmement est plus que jamais une tâche urgente, et tout doit être fait pour la mener à bien. Pour atteindre cet objectif, il est de la plus haute importance qua l'opinion publique soit bien informée.

11 est particuliirement important que les responsables gouvernementaux, les médias, les organtaations non gouvernementales, les éducateurs, les instituts de recherche universitaires et les élus connaissent, comprennent et soutiennent le travail des Nations Unies dans le domaine du désarmement.

Pour cette raison, la Campagne mondiale pour le désarme nent, lancée en 1982 par l'Assemblée générale, avait pour objectifs principaux d'informer, d'éduquer et d'obtenir la comprehension et le soutien de l'opinion publique pour les objectifs des Nations Unies dans le domaine du désarmement et du contrôle des armements. Depuis ses debuts, la Campagne a concentré son activité sur l'organisation de conférences at de reunions régionales, sur un vaste programme de publications et sur l'organisation de manifestations spéciales telle que la Semaine du désarmement, qui commence toujours le 24 octobre, le Jour des Nations Unies.

Vu la rapidité et l'intensité du processus actuel de changement, il est vital de disposer d'informations objectives et équilibrées sur les vastes possibilités qu'offrent les Nations Unies pour la mise en oeuvre d'un système

M. hernandez Basave (Mexique)

do sécurité internationala fondé sur la confianca mutuelle, qui nous permettrait d'aller de l'avant dans un processus de désarmement authentique, notamment dans le domaine du désarmement nucléaire.

J'ai l'honneur de présenter le projet de resolution A/C.1/46/L.1, intituli "Campagne mondiale pour le désarmement", au titre du point 61 d) de l'ordre du jour. Je le présente au nom des délégations de l'Afghanistan, du Bangladesh, du Bélarus, de la Bolivia, du Costa Rica, de l'Egypte, de l'Indonésie, de la République islamique d'Iran, de la Mongolie, du Myanmar, du Pérou, des Philippines, de la Roumanie, de Sri Lanka, de l'Ukraine, du Venezuela, de la Yvugoslavie et du Mexique. Pour les raisons que j'ai énoncées, le projet de résolution recommande au paragraphe 4 du dispositif que la Campagne fasse porter principalement ses efforts sur les activités visant à susciter des débats éclairés sur la limitation des armements, le désarmement et la sécurité internationsle.

Dans ce projet de r&solution, l'Assemblée générale accueille avcc satisfaction le rapport du Secrétaire général sur la Campagne mondiale pour le désarmement. Au paragraphe 5 du dispositif, l'Assemblée invite tous les Etats Membres à verser des contributions au Fonds d'affectation spéciale de la Campagne mondiale pour le désarmement et, au paragraphe 6, elle decide de convoquer, lors de sa quarante-septième session, une dixième Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions à la Campagne mondiale pour le désarmement et exprime l'espoir que les Etats Membres qui n'ont pas encore annoncé de contributions volontaires le feront à cette occasion.

Au paragraphs 8, l'Assemblée décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-septième session la question intitulée "Campagne mondiale pour le désarmement", titre arrêté par consensus en 1982 - le seul résultat concret de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

De même qu'en 1990, le texte du projet de r&solution ne contient pas les éléments qui préoccupaient certaines délégations précédemment, ce qui prouve la souplesse des auteurs. En fait, ce texte a été modifié l'andernier et adopté sans vote à la quarante-cinquième session. Pour cette raison, les auteurs du projet de r&solution espèrent que le projet pourra être adopté sans vote par la Commission.

Le <u>PRESIDENT</u> (interprétation de l'anglais) ; Je donne maintenant la parole à la représentante du Canada, qui va présenter les projets de résolutions A/C.1/46/L.11, A/C.1/46/L. 15 et A/C.1/46/L. 36.

Mme MASON (Canada) (interpretation de l'anglais) : J'ai aujourd'hui l'honneur et le rivilège de presenter le premier ptojet de r&solution A/C.1/46/L.36, intitulé "Armes chimiques et bactériologiques (biologiquas)". Outre le Canada et la Pologne, les 42 Etats Membres suivants l'ont également Argentine, Australie, Autriche, parrainé : Afghanistan, Allemagne, Belgique, Bolivie, Bulgarie, Chili, Chvpre, Costa Rica, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Japon, Malaisie, Mongolie, Myanmar, Nouvelle-Zéla de, Norvbge, Pays-Bas, Philippines, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques. Ukraine, Uruguay et Uiet Nam.

Un certain nombre d'événements importants sont intervenus au cours de l'an passe, qui ont beaucoup modifié lea circonstanceo dans lesquelles se tiennent à Genève les négociations relatives à une convention sur l'interdiction complete et effective de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi de toutes les armes chimiques et sur leur destruction. Je ne ferai pas de commentaire sur Pes détails pour le moment et me limiterai à faire observer que, compte tenu de leur impact cumulé, une telle convention est plus urgente que jamais. L'événement peut-être le plus important a été la décision des négociateurs d'intensifier, à titre prioritaire, leurs négociations en vue de parvenir à un accord final sur la convention pour 1992.

Etant donné cet événement majeur, les auteur du projet de s&solution ont conclu qu'il conviendrait quo le texte souligne l'importance de cette decision. En outre, es négociations entrant dans leur phase finale, nous avons estimé qu'il serait également approprié d'introduire d'autres changements dans le texte afin de mettre en valeur son message essentiel : les négociations doivent être conclues l'an prochain. En énonçant les attentes claires et fortement définies de ces négociations, l'Assemblée générale pourrait apporter une contribution importante à leur succès.

En conséquence, le projet de résolution diffère sur un nombre important de points de celui adopté à la dernière session de l'Assemblée générale, comme indiqué ci-après.

Premièrement, nous avons légèrement modifié le premier alinéa du préambule en ajoutant les mots "et de l'emploi", pour refléter la décision prise par la Conférence du désarmement qui a modifié le mandat de négociation afin de couvrir l'aspect "emploi".

Deuxièmement, nous avons modifii le troisième alinéa du préambule pour bien prendre note du fait que le mandat de la Conference du désarmement a été modifié.

Troisièmement, pour marquer l'importance de cette décision, nous avons ajouté un paragraphe 3 nouveau au dispositif afin de féliciter la Conférence de sa decision dont tous les Etats Membres devraient, à notre avis, se réjouir.

Quatrièmement, nous avons amendé le paragraphe 4 du dispositif pour souligner l'appui qu'apporte cette instance à la conclusion de négociations cui aurait lieu le plus tôt possible en 1992.

Cinquièmement, pour illustrer davantage la volonté de la communauté internationale d'aboutir enfin à une convention, nous avons employ& une nouvelle formule au quatrième alinéa du préambule pour prendre acte que les Etats participant à la troisième Conférence des parties chargée de l'examen de la Convention sur les armes bactériologiques (biologiques) et à toxines ont souhaité notamment que les négociations soient conclues sans tarder.

Sixièmement, étant donné que nous voulons que le projet de resolution insiste le plus possible sur le aouhait de voir ces négociations se conclure, nous avons étudié les divers alinias du préambule et sommes arrivés à la conclusion que lea points dont ils traitaient pour la plupart allaient de soi car il en avait déjà été tenu compte dans les négociations, et qu'on pouvait donc les supprimer. Mais pour reconnaître l'importance que les Etats accordent à ces points, nous avons légèrement modifié le paragraphe 7 du dispositif pour tenir compte des différentes initiatives prises à l'appui da ces négociations et pour encourager de nouvelles initiatives de ce genre de façon à aboutir rapidement à un accord dans le cadre des négociations en cours sur une convention à laquelle tous puissent adhérer.

Mme Mason (Canada)

Septièmement, toujours dans le même esprit, nous avons, au dernier alinéa du préambule, ajouté une formule pour prendre note que de nombreux Etats, au cours des 12 derniers mois, ont déclaré leur intention de figurer au nombre des signataires initiaux de la convention.

Enfin, huitièmement, pour appuyer les objectifs de la convention, notamment l'opportunité d'une adhesion universelle, nous avons amend6 le paragraphe 8 du dispositif afin d'engager tous les Etats à envisagar de se déclarer prêts à figurer au nombre des signataires initiaux. En lançant cet appe l, nous sommes conscients que certains membres de la Commission tiennent à s'assurer que leurs droits et responsabilites, notamment leurs responsabilites constitutionnelles envers leurs parlements, sont dûmert pris en compte.

Nous sommes convaincus que le libellé propose, notamment l'appel lance à tous les Etats pour qu'ils "envisagent" de faire des declarations de ce genre, offre toute garantie en ce qui concerne la protection de ces droits et responsabilites. Le projet de résolution n'implique en aucune manière que les Etats puissent ou doivent prendre des mesures contraires à leurs constitutions.

Le projet de resolution dont eat saisie la Commission est le résultat de large consultations entre plusieurs delegations qui, toutes, ont fait preuve d'un esprit de cooperation et d'une bonne volonté dont on ne peut que se réjouir. A ce propos, je tiens particulièrement à vous exprimer, Monsieur le Président, ainsi qu'à votre delegation, toutes mes felicitations et ma profonde reconnaissance, pour la collaboration étroite qui a présidé à l'élaboration du projet de resolution. De même, nous apprécions sincèrement l'appui constructif et la cooperation dont ont fait preuve tous les autres auteurs, ainsi que les autres delegations, pour élaborer ce texte. Nous voyons dans cette cooperation un signe encourageant qui montre le &sir universel de réaliser enfin cet objectif attendu depuis si longtemps, à savoir une convention sur les armes chimiques.

Ces dernières années, un projet de resolution similaire avait bénéficié de l'appui unanime des membres de la Commission. L'esprit de cooperation dont tous ont fait preuve pour élaborer le projet de cette année nous incite à penser que les Ftats Membres souhaiteront une fois encore adopter le projet de

Mme Mason (Canada)

résolution par consensus. Ce faisant, les Etats Membres prouveront le vif disir, que nous partageons tous, d'aboutir à une convention et ils feront fermement comprendre aux négociateurs qu'ils bénéficient de l'appui de la communauté internationale tout entière pour que leurs travaux aboutissent en 1992.

J'en viens maintenant au **projet** de resolution A/C.1/46/L.11,

La délégation canadienne est heureuse de présenter à nouveau le projet de r&solution intitulé "Interdiction de la production de matières fissiles à des fins d'armement", contenu cette année dans le document A/C.1/46/L.11. Ce projet a pour auteurs l'Australie, l'Autriche, les Bahamas, le Bangladesh, le Bélarus, le Botswana, le Cameroun, le Canada, le Danemark, la Finlande, l'Indonésie, l'Irlande, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Roumanie, le Samoa, la Suède, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et l'Uruguay. Ce groupe est constitué d'Etats de tous les continents.

J'aimerais appeler l'attention des delegations sur deux modifications de fond apportées au projet de r&solution par rapport à la &solution 45/58 L qui avait été adopt&e sur la question lors de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale. Le quatrième paragraphe est nouveau et il a été ajouté pour traduire comme il convient les événements importants qui se sont produits ces derniers mois dans le domaine du désarmement nucléaire, cotamment la conclusion du Traité sur la réduction des armes nucléaires stratégiques et les initiatives unilatérales concernant les armes nucléaires annoncées dans la foulée par les Présidents Bush et Gorbatchev. Ces événements sont cohérents avec l'objectif d'interdire la fabrication de matières fissiles à des fins miliçaires et, de fait, augmentent les chances d'y parvenir.

La deuxième modification concerne le premier paragraphe du dispositif du projet de resolution. Dans ce paragraphe, on prie maintenant la Conférence du désarmement "de poursuivre l'examen" de la question de l'arrêt et de l'interdiction adéquatement vérifiés de la production de matières fissiles destinées à la fabrication d'armes nucléaires. On reconnaît par cette formule que la question a fait l'objet d'un examen à la Conference du désarmement, sous la forme des interventions des délégués, tout en encourageant la Conference du désarmement à poursuivre son examen. Il appartient aux membres de la Conference du désarmement, bien sûr, de ddcider les modalités d'examen de la question.

Mme Mason (Canada)

Mises à part ces modifications, l'objet sssentiel de ce projet de résolution de procedure demeure inchangé par rapport à la resolution 45/58 L.

Le Canada prie instamment toutes les d&legations d'apporter leur appui à ce **projet** de resolution dont les auteurs **espèrent** qu'il sera **adopté avec** un large appui.

J'aborde maintenant l'examen du projet de r&solution A/C.1/46/L.15.

Au nom des d&legations bulgare, nigérienne, suédoise et au nom de ma propre delegation, j'ai l'honneur de presenter le projet de resolution A/C.1/46/L.15 rolatif à l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi d'armes radiologiques.

Cette anné :, le Canada a le privilege de présider le Comité special des armes radiologiques de la Conference du désarmement et de travailler en étroite collaboration avec d'autres délégations de la Conférence du désarmement, notamment les coordonnateurs bulgare et niqérien des débats sur les hypothèses A et B, en étudiant d'autres textes et éléments pertinents. Comme le President du Comité special, M. Robertson, le notait dans sa déclaration à la Conférence, le 15 août dernier, nous sommes particulièrement satisfaits de l'esprit de cooperation très constructif et professionnel manifest6 par toutes les delegations, dont nous considérons qu'il a été un élément déterminant des travaux constructifs qui ontétémenés cette année. A notre avis, on a progress6 sur les deux hypothèses, notamment l'hypothèse A dans le cadre de laquelle a été proposée une alternative fort prometteuse concernant la portée et les définitions, qui a été ajoutée au texte dss projets d'articles de la convention. En outre, l'accord s'est fait sur la rédaction de nouvoaux textes qui constitueront d'autres éléments du projet de convention.

Bien sûr, un travail intensif sur les deux hypothèses sera encore nécessaire pour permettre à la Conférence d'aller efficacement de l'avant.

A cet effet, nous appuyons avec force la reconunandation tendant à ce que le Comité special soit reconstitué au debut de sa session de 1992.

ie projet de resolution dont est saisie la Commission est extrêmement simple. 11 prend easentiellemant acte des travnux accomplis cette année et de la recommandation de la Conference du désarmement de rétablir le Comité spécial lors de sa session de 1992, et il encourage la Conférence à poursuivre promptement ses travaux. 11 est ainsi tout à fait comparable aux resolutions oéjà adoptées par l'Assemblée gin&ale. Css dernibres années, ces resolutions ont bénéficié de l'appui unanime da tous lea Etats Membres. Nous espérons donc que cette année encore les Etats Membres adopteront ce projet de résolution par consensus.

Enfin, je voudrais saisir cette occasion pour parler **d'une** bibliographie canadienne sur la **vérification** de la limitation **des** armements.

Les délégations se souviendront qu'en novembre 1990, le Canada a promis de continuer à contribuer à la base de données consolidee des Nations Unies sur tous les aspects de la verification et du respect. Cette promesse a été faite pour ripondre à l'adoption d'un rapport de consensus sur la verification rédigé par le Groupe d'experts gouvernementaux qualifies. Ce rapport demandait notamment que les Etats membles contribuent à la base de données consolidée.

Je suis heureuse d'annoncer que nous mettons aujourd'hui à votre disposition une bibliographie détaillée sur la verification de la limitation des armements portant sur plus de 1 500 rubriques, allant de 1962 à 1991. Des exemplairea de ce texte sont maintenant disponibles à l'arrière de la salle. Des informations plus détaillées sur cette contribution canadience figurent dans la lettre d'envoi au Secrétaire général adjoint aux atfaires de désarmement, M. Akashi.

Comme je l'ai **déjà** dit dans **ma déclaration** liminaire **à** cette commission, la Canada **espère** que d'autres Etats pourront faire des contributions similaires **afin** d'aider les Nations Unies dans leurs efforts.

Le <u>PRESIDENT</u> (interprétation de l'anglais) : Je remercie la représentante du Canada des propos aimables qu'elle a adressés à la délégation polonaise & de l'excellent travail qui a été accompli pour mettre au point cette bibliographie, qui, je crois, est très importante.

M. O'SULLIVAN (Australie) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le President, je commencerai en appuyant et en reprenant à mon compte les félicitations que vous avez adressées à la délégation canadienne pour l'excellent travail accompli sur la bibliographie relative à la vérification de la limitation des armements qu'elle fait distribuer aujourd'hui.

Je suis heureux de présenter ce matin à la Commission un projet de résolution sur lea armes chimiques et bactériologiques (biologiques), qui figure dans la document A/C.1/46/L.16. Il est présenté par un grand nombre d'auteurs et vise à appuyer les mesures destinées à défendre l'autorité du Protocole de Genève de 1925. Ce protocole demeure la principale norme internationale contre l'emploi des armes chimiques. Les auteurs entendent avant tout renforcet l'autorité du Protocole en attendant la conclusion d'une convention d'ensemble sur les armes chimiques. En fait, puisque cette convention n'a pas encore été conclue, l'Australie a décidé, après avoir consulté un grand nombre de pays, qu'il valait la peine de présenter à nouveau un projet de résolution sur cette question en 1991.

En élaborant le projet de résolution cette année, nous avons été largement inspirés par des éléments figurant dans une résolution comparable, adoptée par consensus en 1990 - la résolution 45/57 C de l'Assemblée générale. Nous avons modifii le contenu de cette résolution pour tenir compte des événements intervenus au cours de l'année écoulée.

La projet de &solution de cette année rappelle la condamnation de l'emploi d'armes chimiques et déplore toutes les menaces d'emploi d'armes chimiquea, notamment celles lancées très récemment. Le projet réitère également la condamnation vigoureuse des actes qui violent ou menacent de violer le Protocole de 1925, renouvelle son appel à tous lea Etats pour qu'ils respectent le Protocole, se félicite des décisions, déclarations et initiatives récentes des Nations Unies visant à défendre l'autorité du Protocole et appuie les activités des conferences de désarmement régionales et internationales, ainsi que les decisions de gouvernements nationaux visant à hâter la conclusion de la convention sur lea armes chimiques en tant qu'étape sur la voie de l'élimination de toutes les armes de destruction massive.

L'élaboration d'un tel projet de r&solution après les événements de 1991 n'a pas été une tâche facile. La nature équilibrée du texts reflète les points de vue d'un grand nombre de nations différentes. Nous pensons,

M. O'Sullivan (Australie)

nianmoins, qua dans la situation actuelle il fait un8 contribution utile et fondamentale à l'examen de cette question par l'Assemblée générale. 11 est le reflet contemporain de notre d&termination d'éviter l'emploi ou la menace de l'emploi d'armes chimiques grâce au respect des principes du Protocol6 de 1925.

Je saisis cette occasion pour remercier le large groupe très représentatif d'auteurs, et notamment la Bolivie, le Chili et Singapour, qui s'y sont joints récemment. Je remercie également 18s nombreux autres pays qui emi exprimé leur intention d'appuyer ce projet de resolution, et je voudrais encourager les Etats qui ne l'ont pas encore fait d'ajouter leur nom à la liste des auteurs pour qu'il soit clair que la communauté internationale Continue d'améliorer les normes contre l'emploi ou la menace de l'emploi d'armes chimiques. wous recommandons que l'Assemblée adopt8 par consensus c9 projet de résolution.

M. WAGENMAKERS (Pays-.Bas) (interprétacion de l'anglais): Au nom de la Communauté européenne et de Ses Etnts membres, je vais fair8 une déclaration au sujet du point 59 de notre ordre du jour sur les armes chimiques et bactériologiques (biologiques).

Les négociations à la Conférence du désarmement à Genève sur une convention multilatérale relative à l'interdiction complete et effective de la mise au point, do la production, du stockage et de l'emploi d'armes chimiques et à leur destruction ont fait cette année de grands progrès.

L'année a commencé avec certaines questions politiques difficiles à résoudre. Après un changement majeur de la politique des Etats-Unis à la suite du conflit du Golfe, l'engagement clair et sans réserve de ne jamais recourir aux armes chimiques a pu être incorporé dans le projet de convention. Il y a moins d'un an, les Etats membres de la communauté internationals étaient confrontss à une situation présentant une menace grove d'emploi d'armes chimiques. L'expérience de la guerre du Golfs a prouvé une fois de plus, cependant, qu'il n'y a désormais plus de place pour de telles armes répugnantes.

Les Douze notent avec beaucoup de satisfaction que le projet de traité prévoit maintenant la destruction de toutes les armes chimiques et de toutes les installations de production d'armes chimiques sur une période de 10 ans.

M. Wagenmakers (Pays-Bas)

Un accord eat intervenu notamment **sur** la fourniture **d'aide** en **cas** d'emploi ou de menace d'emploi d'armes chimiques, sur l'imposition de sanctions en cas de violation de la convention et sur la **coopération économique** et technique.

Quelques questions complexes importantes restent à régler. Et, en premier lieu, la question de la vérification. Des discussions de fond ont eu lieu portant sur des inspections sur mine en demeure et sur la vérification de la non-production d'armes chimiques dans l'industrie chimbque.

Les **Douze** souhaitent une convention **réellement vérifiable** et poursuivront de **façon** constructive et positive **leurs** efforts en vue d'atteindre cet objectif.

M. Wagenmakers (Pays-Bas)

A cette fin, ils appuient un système efficace d'inspections régulières des installations chimiques capables de produire des armes chimiques ainsi que leurs pricurssurs. De même, ils appuient fermement les dispositions relatives au droit de procéder à des inspections sur mise en demeure très poussées en tant que moyen de dissuasion finale contre les violations.

Lea autres questions complexes qui doivent être réglées comprennent :
moyens d'assurer l'universalité de la qualité de membre de la ful re
convention sur les armes chimiques, composition du conseil exécutif de la
future organisation chargée d'appliquer la convention sur les armes chimiques,
et traitement des armes chimiques anciennss et/ou abandonnées.

Un grand nombre de **problèmes** ont **été réglés.** Certains **problèmes** difficilas subsistent. **Les négociateurs à Genève** font tout pour **tenter** d'aboutir à un accord **définitif** sur la convention pour 1992.

Un effort collectif et une **volonté résolus** de **tous les** participants **aux** nigociations seront **requis**, si l'on veut respecter la date **limite**, disons, de la mi-1992, **ce qui est** faiaable.

Les événements récents du Golfe, où la menace du recours aux armes chimiques était sérieuse, ont souligné qu'il était vital de faire appliquer le Protocole de Genève de 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gao asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques.

Les Douse ont réaffirmé à plusieurs reprises la val.dité et l'importance du Protocole de Genève de 1925, en particulier à la Conference de Paris de 1989, et, de nouveau, à la troisième Conférence des parties chargée de l'examen de la Convention sur les armes biologiques et à toxines où ils ont souligné le lien étroit qui existe entre cette convention et le Protocole.

L'adhésion universelle, tant à la future convention sur les armes chimiques qu'à celle sur lea armes biologiques et à toxines, sera vitale pour assurer l'efficacité de ces traités.

Las Douze espèrent quo les Etats exprimeront catégoriquement leur volonté de souscrire à la convention sur les armes chimiques. Il importe que ces armes soient interdites partout et à jamais. Les Douze ont déjà manifest6 leur intention d'être au nombre des emiers signataires de la convention et ils lancent un appel à tous les Etats pour qu'ils en assirent la prochaine entrée en vigueur.

M. Wagenmakers (Pays-Bas)

Ils demandent aussi à tous les Etats de déclarer leur intention de devenir lea premiers Etats parties à la convention pour en assurer la rapide entrée en vigueur, l'application efficace et le caractère universel.

Au cours de la troisième Conférence des parties chargée de l'examen de la Convention sur les a mes biologiques et à toxines, les Etats parties ont réaffirmé qu'ils étaient convaincus qu'une adhesion universelle renforcerait la paix et la sécurité internationales.

Les Douze invitent les Etats qui ne l'auraient pas encore fait à adherer à la Convention sans délai.

La **Conférence** a fait d'autres **progrès** importants **dans** les domaines des mesures de confiance et de la verification.

Les Douze **pensent** que l'npplication d'un nouveau **régime** de mesures propres à accroître la confiance tenforcera aussi l'efficacité de la Convention sur les armes biologiques et à toxines et prient instamment les Etats de fournir annuellement les informations requises aux termes du nouveau rigime.

Les Douze se **félicitent**, en outre, de la **création** d'un Groupe **spécial** d'experts gouvernementaux charge d'identifier et d'examiner les mesures de verification potentielles d'un point de vue scientifique et technique. **Ils** expriment l'espoir **qu'à** la suite de cette etude l'application de la Convention **sera** plus efficace et plus **sûre**.

M. KALPAGE (Sri Lanka) (interprétation de l'anglais): Monsieur le President, étant donné que c'est la premiere fois que je prends la parole à la Commission, je souhaite, même si mes collègues l'ont déjà fait, vous féliciter de la façon admirable dont vous dirigez les travaux de la Commission. Je présente également nos voeux de succbs à vous et aux membres du bureau dans l'exercice de vos tâches respectives.

Le President du Groupe des pays non alignés m'a demandé de présenter le projet de resolution A/C.1/46/L.38, intitulé "Application de la Declaration faisant de l'océan Indien une zone de paix". C'est pour moi un honneur que de le faire, puisque c'est Sri Lanka, avec le concours de la Tanzania, qui avait présenté la premiere resolution sur ce sujet, adoptée par l'Assemblée générale en 1971.

M. Kalpage (Sri Lanka)

Le préambule de ce projet de resolution est pour l'essentiel identique à celui de l'annee derniere. Il s'en écarte cependant dans son dispositif, car cette année le Comité special a estimé que son travail préparatoire pour la tenue d'une conference à Colombo a été largament achevé.

Les deux premiers alinéas du préambule sont exactement les mêmes que ceux de la resolution adoptée par la Commission et adoptée ensuite par l'Assemblée générale.

Le troisième alinea du préambule est également identique à celui de l'année derniere. Seuls ont été ajoutés les mots "tenue en juillet 1979" - date de la Reunion des Etats du littoral et de l'arriere-pays de l'ocean Indien.

Les quatrième, cinquième, sixième et septième alinéas du priambule sont les mêmes que ceux de la resolution de l'annee derniere.

Au septième alinéa du préambule, un mot a cependant été ajouté, qui s'efforce de refléter la réalité d'aujourd'hui. Dans la phrase : "le maintien de la presence militaire des grandes puissances dans la region de l'océan Indien, conçu à l'origine dans le contexte de leur rivalité", la légère difference reside dans l'adjonction du mot "à l'origine".

Le huitième alinea du préambule est nouveau. Il réflète l'évolution favorable notée récemment dans a situation politique internationale. Il y est dit :

"Se **félicitant** de **l'évolution** favorable des relations politiques **internationales, propice à** la paix, **à** la **sécurité** et **à** la cooperation, et exprimant l'espoir que le nouvel esprit de cooperation internationale se traduira par la **création** d'une zone de paix dans l'ocean Indien."

Nous pensons que ce qui se passe dans le monde, surtout en Europe de l'Est, en Union soviétique et ailleurs, devrait se refléter aussi dans la region de l'océan Indien.

Le neuvième alinea du preambule est le même que celui de l'an dernier. Le dixième alinea du preambule se lit comme suit:

"Consider-ant que les membres permanents du Conseil de **sécurité** et les pays dont la **{!otte** marchande est **particulièrement présente dans l'océan** Indien devraient, en **étroite** cooperation **avec** les **Etats** du littoral et de l'arriere-pays de cet ocean, travailler au succis de la Conference et contribuer à en atteindre les objectifs."

Cet alinea reflète aussi les réalités nouvelles de la situation internationale. L'Assemblée générale y exprime la conviction que les membres permanents du Conseil de sécurité et des pays dont la flotte marchande est particuliirement présente dans l'océan Indien doivent aussi se joindre aux Etats du littoral et de l'arriere-pays dans cette entreprise.

Le onzième alinéa du preambule est le suivantr

"Considerant aussi quo la creation d'une zone de paix exiqe que les Etats de la region coop&rent et s'entendent afin de garantir dans la zone les conditions de paix et de sécurité envisagées dans la Declaration."

Quoi que nous fassions en ce qui concerne les puissances en dehors de la région, il est essentiel que les puissances de la region même s'unissent, coop&rent et : 'entendent entre elles pour assurer lea conditions propices à la paix et à la sécurité.

Au douzième alinea du préambule, il est fait référence à l'ordre du jour provisoire de la Conference.

Comme je **le** disais, **le** preambule du **projet** fle resolution est **le même** pour l'essentiel. On y a simplement **ajouté** quelques **alinéas reflétant** les changements intervenus dans la conjonctute internationale.

Les paragraphes 1, 2 et 3 du dispositif sont les **mêmes** que **ceux** de la resolution de l'an dernier.

Au paragraphe 4, l'Assemblée générale prend note avec satisfaction de ce que le Comité special a fait, conformement à son mandat, pour preparer la Conference. Comme je l'ai déjà dit, le Comité special estime que sa tâche est en grande partie terminée.

Au paragraphe 5, l'Assemblée qenerale decide que la Conference se déroulera en plusieurs étapes. Les raisons de cette decision sont expliquées dans le rapport du Comité special.

M. Kalpage (Sri Lanka)

Au paragraphe 6, l'Assemblée générale décide aussi de convoquer la première étape de la Conférence à Colombo en 1993 cu à une date aussi rapprochée que possible, conformément à la présente résolution.

Au paragraphe 7, l'Assemblée générale recommande que la participation à la Conférence soit assurée au niveau politique élevé qui convisndra.

Au paragraphe 8, l'Assemblée générale demande que la Conférence bénéficie de la participation plaine et active des membres permanents du Conseil de sécurité et des pays dont la flotte marchande est particulièrement présente dans l'océan Indien.

Au paragraphe 9, l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de désigner le moment venu le Secrétaire général de la Conférence.

Au paragraphe 10, l'Assemblée générale prie le Secrétaire général d'inviter tous les Etats à participer à la Conférence.

Le paragraphe 11 fait allusion à la documentation.

Au paragraphe 12, l'Assemblée générale décide que le Comité spécial tiendra une session de cinq jours ouvrables en 1992 afin de préparer les diverses étapes envisagées pour la Conférence.

Enfin, au paragraph8 13, l'Assemblée générale décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-septièm session la question intitulée "Application de la Declaration faisant de l'océan Indien une zone de paix", afin de maintenir la question jusqu'h la Conférence qui se tfsndra en 1993.

Tel est l'essentiel du projet de résolution A/C.1/46/L.38. Je le présente au nom du Mouvement des pays non alignés et le recommande à la Commission en espérant que ses membres l'appuieront à l'unanimité. Avant de conclure, je tiens à remercier tous ceux qui ont collaboré aux travaux du Comité spécial, que j'ai présidé en 1991, et notamment M. Kheradi, Conseiller principal auprès du Comité spécial, qu'il a toujoure fait bénéficier de sa précieuse expérience, ainsi que M. Matsouka, Secrétaire de la Conférence qui, comme moi, n'était pas initié aux travaux du Comité spécial et qui a fait de son mieux, ce dont je lui suis reconnaissant. Je remercie également tous mes collèques au sein du Comité spécial.

M. BELLINA (Pérou) (interpretation de l'aapagnol) : Je suis heureux de presenter, au nom de la delegation du Pérou, le projet de resolution intitulé "Désarmement classique à l'échelon regional" (A/C.1/46/L.10).

Le Pérou eet profondément engage à l'égard des efforts de désarmement à l'échelon regional. Mon pays est pleinement convaincu de l'efficaciti de l'approche régionale pour réaliser des progrès concrets et tangibles dans le domaine du contrôle des armea et de la reduction dea armsmenta. De grands efforts globaux de desarmement ne seront possibles que dans la mesure où ils reposeront sur des accords rigionaux. Des îles de paix ne aauraient exister dans un monde dont n'auraient pas entièrement disparu les causes éventuelles d'un conflit, d'autant plus qu'il faut à present tenir compte de l'interdépendance croissante de tous lea pays.

L'Amérique latine a donné suffisamment de preuves de sa vocation pacifiste, du Traité de Tlatelolco, de la Declaration d'Ayacucho, des Accords d'Esquipulas et de la Declaration des Galapagos aux propositions faites par lo Président de mon pays, Alberto Fujimori, concernant le désarmement régional, pour ne pas mentionner d'autrea initiatives régionales d'une importance et d'une pertinence considerablea.

Comme au cours de la dernière session de l'Assemblée générale, le projet de résolution présenté par le Pérou a pour objet de permettre le maintien à l'ordre du jour provisoire de la quarante-septième session de l'Assemblée générale de la question intitulie "Désarmement classique à l'échelon régional". Dana le projet de resolution, l'Assemblée générale prend acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire ménéral, fondé sur lea vuea exprimées par divers Etats Membres sur ce sujet, et elle invite ceux d'entre eux qui ne l'ont pas encore fait à faire connaître leurs vues sur la question au Secrétaire general.

Mon pays remercie chaleureusement les Etats Membres qui ont adressé leurs rapports au Secrétaire général de l'Organisation. Nous avons l'intention de presenter un projet de resolution sur cette question une fois que nous disposerons de suffisamment de renseignements de la part des Etats Membres afin de pouvoir examiner de façon équilibrée et équitable tous les aspects du processus de desarmement classique à l'échelon regional.

Le texte présenté à l'examen est un texte de procédure. C'est la raison pour laquelle nous espérons que la Commission l'adoptora sans vote.

M. Bellina (Pérou)

Je saisis également cette occasion pour présenter le projet de décision A/C.1/46/L.39 intitulé "Traité sur la non-prolifiration des armes nucléaires : la Conférence ds 1995 et son Comité préparatoire".

Le Pérou, en sa qualité de Président de la quatrième Conference des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-proliferation des armes nucleaires, a convoqui ici au Siège de notre organisation les Etats parties à cet instrument international, afin d'arriver à un accord de consensus sur les préparatifs de la conférence de 1995, accord qui fait l'objet du projet de decision qui vous est soumis.

Dans ce projet, l'Assemblée générale prend note de I'intention des Etats parties de former en 1993 un comité preparatoire paur la conference dont la convocation est prévue au paragraphe 2 de l'article 10 du Traité, et décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-septième session la question intitulée "Traité sur Pa non-proliferation des armes nucléaires : la Conference de 1995 et son Comité preparatoire".

Je voudrais ajoutcr que les Etats parties ont aussi convenu de convoquer une réunion officieuse à la fin de 1992 ici au Siège de l'ONU, dans le but de déterminer les aspects d'organiaation des travaux du Comité preparatoire qui doit se tenir au cours du premier semestre de 1993, également ici au Siège.

Compte tenu du processus qui a abouti 6 l'accord que reflète le projet de décision A/C.1/46/L.39 et du fait qu'il a été adopté par consensus, ma délégation espère que ce projet sera approuvé sans être mis au voix.

Le <u>PRESIDENT</u> (interpretation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole au representant du Mexique, qui va présenter le projet de resolution A/C.1/46/L.28.

M. MARIN BOSCH (Mexique) (interpretation de l'espagnolj : Au nom des delegations de la Bolivie, de l'Indonésie, du Nigéria, du Pérou, des Philippines, de la République-Unie de Tanzanie, de Sri Lanka, de la Thaïlande, du Venezuela, de la Yougoslavie et de ma propre délágation, j'ai l'honneur de presenter à la Premiere Commission le projet de resolution contenu dans le document A/C.1/46/L.28, relatif au point 52 de l'ordre du jour et intitulé: "Amendement du Traité interdisant Pes essais d'armes nucleaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmospherique et sous l'eau".

M. Marin Bosch (Mexique)

En 1963, les parties signataires à l'origine du Traité interdisant les essais d'armes nucleaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau se sont engagées à obtenir la suspension permanente de toutes les explosions experimentales d'armes nucleaires et à poursuivre les négociations à cette fin. Malgré cet engagement et les appels pressants lances par l'Assemblée générale depuis 30 ans, la communauté internationale ne dispose toujours pas d'un traité d'interdiction complete des essais nucleaires.

Cette question a fait l'objet de discussions bilatérales et trilatérales ainsi qu'à la Conference du desarmement à Genève. Les divers problèmes relatifs à un traité d'interdiction complete des essais nucléaires, en particulier celui concernant la verification de son respect, ont été analysés. On peut dire qu'aucune autre question de desarmement n'a été plus étudiée et plus débattue que celle-ci. Ce qui manque, tout simplement, c'est la volonté politique.

Afin de mobiliser encore davantage l'opinion publique mondiole, mais surtout celle des pays où les essais se poursuivent, un groupe de pays a propose il y a quelques années la convocation d'une conference d'amendement, conformément à la procedure prévue à l'article II du Traité d'interdiction partielle des essais, pour le transformer en un traité d'interdiction complète.

La Conférence d'amendement a tenu une reunion d'organisation du 29 mai au 8 juin 1990 et a commencé ses travaux quant au fond au cours d'une r&union qui s'est tunue du 7 au 18 janvier de cette année. Dans le projet de resolution A/C.1/46/L.28, l'Assemblée générale prend note de la decision adoptée par la Conference d'amendement, laquelle stipulait que, puisqu'il fallait poursuivre les travaux sur certains aspects d'un traité d'interdiction complète des essais, en particulier ceux qui concernaient la verification du respect du Traité et les sanctions éventuelles en cas de non-respect, le President de la Conference devrait procéder à des consultations en vue de faire avancer l'examen de ces questions et de reprendre les travaux de la Conference à un moment approprié.

Au paragraphe 3 du dispositif, l'Assemblée se félicite des consultations que mène actuellement le President de la Conference d'amendement et de la tenue en 199. de consultations plus méthodiques à composition non limitée,

M. Marin Bosch (Mexic

ainsi que de la créalion d'un groupe dea amis du Président qui examinera divers aspects d'un traité d'interdiction complète des essais, afin que les travaux de la Conférence puissent reprendre ensuite dès que possible.*

Dans le projet, l'Assemblée générale rappelle en outre qu'elle a recommandé de prendre les dispositions voulues pour assurer que des efforts intenses se poursuivront, sous les auspices de la Conférence d'amendement, jusqu'à ce que l'on parvienne à un trité d'interdiction complète des essais. C'est pourquoi, au paragraphe 4 du dispositif, l'Assemblée engage toutes les parties au Trait& à participer, pour contribuer à son succès, à la Conférence d'amendement, de manière à interdire prochainement tous essais nucliaires, mesure indispensable pour s'acquitter des engagements qu'elles ont souscrits dans le préambule du Trait&.

D'autre part, après avoir demand& instamment à tous les Etats, en particulier aux Etats dotés de l'arme nucléaire qui ne l'ont pas encore fait, d'adhérer au Traité, l'Assemblée générale réaffirme sa conviction que, en attendant la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucliaires, lets Etats dotés de l'arme nucléaire devraient suspendre toutes lea explosions nucliaires expirimentales, par voie soit d'un moratoire convenu, soit de plusieurs moratoires unilatéraux.

Dana le projet également, 1 'Assemblée générale recommande qu'on prenne des dispositions pour assurer la participation la plus complète possible des organisations non gouvernementales à la Conférence d'amendement. C'est là un aspect important, car l'appui de l'opinfon publique est essentiel pour le succè de la Conférence.

L'apuis plusieurs années déjà, l'Assemblée générale a réaffirmé sa conviction que la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires était la toute première mesure à prendre pour faire cesser la course aux armemento nucliaires et réaliser le désarmement nucléaire. Les coauteurs du projet A/C.1/46/L.28 partagent cette conviction.

Le <u>PRESIDENT</u> (interprétation de l'anglais): Je donne maintenant la parole au représentant de la Yougoslavie, qui va presenter le: projets de résolution A/C.1/46/L.8 et A/C.1/46/L.37.

^{*} M. Alpman (Turquie), Vice-Président, assume la présidence.

M. KOTEVSKI (Yougoslavie) (interpretation de l'angl.;): J'ai l'honneur de presenter deur projets de resolution au nom des membres du Mouvement des pays non alignés. Il s'agit du projet A/C.1/46/L.8 intitulé "Relation entre le desarmement et le développement" et du projet A/C. 1/46/L.37 intitulé "Négociations bilatérales relatives aux armea nucléaires".

Le projet de résolution sur la relation entre le désarmement et le développement est surtout de nature procédurale. Dans ce ptojet, l'Assemblée générale accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général (A/46/527) et les mesures prises conformément au Document final de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement. Elle prie le Secrétaire général de continuer de prendre des mesures en vue de l'application du programme d'action adopté par la Conference internationale en 1987 et le prie également de lui présenter un rapport à sa quarante-septième session.

Les pays non alignés attachent une importance particulière à cette question, surtout dans les circonstances internationales actuelles, qui ouvrent des perspectives réalistes pour la pleine application du programme d'action adopté par la Conférence internationale. A notre avis, le question de la relation entre le desarmement et le développement acquiert de plus en plus d'importance, particulièrement dans les travaux préparatoires de la Conference des Nations Unies sur l'environnement et le divaloppement qui doit se tenir l'an prochain au Brésil. Dans ce contexte, je tiens seulement à souligner une idée qui, selon nous, est extrêmement précieuse et qui a été avancée par l'Ambassadeur du Brésil lors du débat général sur le desarmement au sein de notre commission, lorsqu'il disait :

"Au moment où nous tournons une nouvelle page de l'histoire, la démocratie, le developpement et le desarmement devraient constituer les fondements d'une nouvelle structure de paix." (A/C.1/46/PV.4, p. 73).

C'est lb une question d'une exceptionnelle importance, et nous sommes fermement convaincus que la Commission adoptera le projet de resolution sans vote.

M. Kotevski (Yougoslavie)

Le deuxibme projet de resolution que j'ai l'honneur de presenter au nom des pays non alignés concerne les négociations bilatdrales relatives aux armes nucléaires. Le projet proposé souligne notamment l'évolution positive intervenue dans les relations entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique depuis la dernière session. L'accent est mis sur la signature du Trait& sur la reduction des armes nucléaires stratégiques (START), ainsi que sur les récentes propositions du President Bush et du President Gorbatchev de procéder à des réductions supplémentaires des armes stratégiques.

Voilà qui prouve crairement la volonté des deux gouvernements de continuer ces négociations. Nous nous félicitons de cette évolution en tant que contribution importante au processus de désarmement.

Nous rappelons également l'intention proclamée par les deux gouvernements de poursuivre d'autres ndgociations sur les armes nucldaires et sur les armes dans l'espace, à la suite de la signature du Traité sur la réduction et la limitation des armes offensives stratégiques, et d'accorder à ces négociations la plus haute priorité. En même temps, il est particulièrement important et opportun, selon le Mouvement des pays non alignés, que la communauté internationale imprime un élan nouveau aux négociations en cours et qu'elle souligne la nicessiti de favoriser des nigociations sur certaines questions particulibrement préoccupantes, telles que la conclusion d'un traité d'interdiction complete des essais nucléaires et l'interdiction de l'extension de la course aux armements à l'espace.

Les effets positifs de ces négociations sur le processus global du désarmement sont indiscutables. Voilà précisément pourquoi les pays non alignés souhaitent mettre l'accent sur le lien indissociable entre les négociations bilatérales et multilatérales, qui doivent s'épauler et se completer réciproquement. Le désarmement général et complet ne peut être obtenu que si tous les pays participent à ces processus.

Dans ce Contexte, nous prions l'Union soviétique et les Etats-Unis de tenir les autres Etats Membres des Nations Unies dûment inform& de leurs négociations.

Après toutes ces années, un seul projet de résolution concernant ce sujet a été propose. Nous sommes convaincus que les nouvelles relations internationales peuvent faire progresser les négociations bilatérales sur les

M. Kotevski (Yougoslavie)

armes nucliaires et créer les conditions qui pernrettront à la communauté internationale de 5'exprimer d'une seule voix sur ce sujet. d'une importance extrême pour 1 'ensemble de l'humanité.

Le projet de rasolution, que j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui, résulte autant des efforts sérieux que lea pays non alignés ont fait pour traduire la remarquable évolution positive intervenue dans les négociations bilatérales sur les armes nucléaires, que de leur désir de parvenir à un projet qui représente l'opinion de l'Assemblée générale dans son ensemble. Nous sommes Conscients que Cette proposition peut encore être améliorée et sommes prêts à poursuivra les négociations avec tous les pays et les groupes intéressés. Nous pensons notamment à la délégation du Royaume-Uni, qui a soumis les années passées u n projet de rasolution au nom du Groups occidental, au Sein duquel un excellent esprit de coopération continue de prévaloir.

Je voudrais, pour terminet, redire que nous souhaitons et espérons que le projet de résolution présenté cette année sur les négociations bilatérales relatives aux armes nucléaires ralliera l'unanimité de toute la communauté internationale et qu'il sera adopt.6 sans vote.

M. KENYON (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais): Lo représentant de la Yougoslavie vient de présenter le projet de rasolution A/C.1/46/L.37 sur les négociations bilatérales relatives aux armea nucléaires. Comme il l'a signalé, pour la première fois depuis quelques années, le Soyaume-Uni n'a pas proposé de projet concurrent. Les délégations du Royaume-Uni et de la Yougoslavie ont travaillé d'arrache-pied pour tenter de produire, avant la dnte limite de dépôt, un texte qui aurait pu rallier un consensus parmiles partisans des deux résolutions de l'an dernier. Je remercie In délégat ion de Yougoslavie pour le travai I qu'elle A Accompli au cours de cette période.

Malheureusement, le temps nous a manqué. Cependant, afin de prouver que nous désirions parvenir cette année à une seule resolution de consensus, aucun texte n'ait.6 proposé par madélégation. J'ai demandé la parole, Monsieur le Président, pour vous faire savoir, et. f aire savoir par votre intermédiaire à toutes les délégations, qu'à notre avis, il serait déplorable que la Première Commission, après toutes ces années, ne puisse accueillir par consensus les réalisations bilatérales considérables de ces 1% derniers mois. La même remarque vient d'être fait. O par le représentant de 1 a Yougoslavie.

Il ne faut pas aimplement saluer la pleine application du Traité sur l'élimination de5 missiles nucléaires à porté intermédiaire et à plus courte portée et de la signature longtemps attendue du Traité sur la réduction des armes nucléaires stratégiques (START), aussi importantes que soient ces deux étapes, mais aussi les récentes initiatives des Presidents Bush et Gorbatchev, qui ont donné un tour nouveau et spectaculaire à la limitation des armes nucléaires et au désarmement, que la presse a salué comme le debut de la course au désarmement.

Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont dit qu'ils reconnaissaient que cela n'était que le début d'une nouvelle phase, et nous sommes convaincus qu'il n'y a aucune délégation ici dont le gouvernement ne souhaite pas s'associer à la communauté internationale pour encourager et soutenir les deux gouvernements dans leurs efforts incessants, ainsi qu'il est souligné au paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution A/C.1/46/L.37. Quel est, cependant, l'intérêt d'adopter un projet de résolution qui n'est pas soutenu pas les deux gouvernements concernés? A cette fin, il convient d'éviter des termes, comme ceux du paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution A/C.1/46/L.37, qui ne correspondent pas aux faits. Ce paragraphe reformule l'intention déclarée des deux gouvernements en des termes désirables par d'autres gouvernements, mafs qui no traduisent pas effectivement la politique déclarée des deux principaux partenaires.

Les inquiétudes que suscitent un traité d'interdiction complete des esaais nucléaires et l'interdiction de l'extension de la course aux armements à l'espace, sont certainement celles d'une grande majorité des Etats Membres des Nat ions Unies, maia elles ont déjà été mention&es dans leur propre r&solution.

Faut-il vraiment insister pour que ces inquiétudes soient mention&es dans un projet de resolution dont l'objet principal eat ailleurs?

Ma delegation continue de poursaivre les négociations selon la méthode traditionnelle avec les principaux auteurs du projet de résolution A/C. 1/46/L.37, pour essayer de convenir dos modifications à apportsr à ce texte afin qu'un consensus soit possible.

En plus de collaborer selon cette méthode traditionnelle avec La d&legation de Youqoslavie et d'autres délégations, nous serions heureux

M. Kenyon (Royaume-Uni)

d'expliquer à toute délégation intéressée lea parties du projet A/C.1/46/L.37 qui suscitent des difficult&s. Nous le feriona dans l'esprit de coop&ration déjà manifest6 par les Gouvernements des Etats-Unis et de l'Union soviétique et pour lequel ils doivent être unanimement remerciés.

M. WALKER (Jamaïque) (interprétation de l'anglaia) : Lea mécanismes des Nations Unies pour contrôler, résoudre et privenir lea conflits, bien qu'ayant évolué au cours des décennies passées, ont pris une importance accrue au cours des dernières années.

A cet égard, l'attention a été portée sur l'examen de la possibilité de régler, limiter et réduire de manière égale les armements et les forces arm&es dans un programme coordonné et complet. En même temps, le rôle fondamental des mesures d'instauration de la confiance, de la promotion de la sécurité entro Etats et de la coopération mutuelle, a fait l'objet d'un examen approfondi.

Le Document final adopté en 1978 au cours de la premiere session extraordinaire consacrée au désarmement prévoit dans son programme d'action que les accords et l'adoption d'autres mesures destinées à renforcer la paix et la sécurité internationales et à encourager la confiance entre les Etats doivent progresser résolument sur des bases bilatérale, régionale et myltilatt5ral.e.

M. Walker (Jamaique)

De même, la Campagne mondiale pour let désarmement lancée par l'Assemblée générale à sa deuxième session extraordinaire consacrée au desarmement (1982) fixait une série d'objectifs et de tâches qui ont trouvé leur expression dans les centrea regionaux pour la paix et la developpement en Afrique, en Asie et dans le Pacifigue et en Amérique Latine et dans lea Caraïbes, que l'Organisation des Nations Unies a créés ces 10 dernibres années.

Il faut reconnaitre que, d'une part, la pratique du dialogue et de la comprehension a évolué en tant q e moyen do renforcer les relations internationales et que, d'autre part, les sources de conflit se sont multipliées, incluant des elements qui, aujourd'hui, acquièrent une importance nouvelle et appellent notre attention.

La tâche des centres, qui doivent completer les decisions adoptées à New York et dans las regions, apparaît chaque jour plus pertinente compte tenu des elements que je viens de mentionner, notamment pour rendre plus efficace la diplomatie preventive de l'Organisation et les efforts regionaux en la matière.

Ma delegation, en sa qualité de President du Groupe des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes, présente le projet de resolution A/C.1/46/L.14, intitulé "Examen et application du document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale : Centre regional des Nations Unies pour la paix et le desarmement en Afrique, Centre regional de:; Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et Centre regional des Nations Unies pour la paix et le desarmement et le developpement en Amérique latine et dans les Caraïbes".

Des représentants d'Afrique et d'Asie s'uniront pour appuyer le projet de resolution.

Dans le préambule, le projet de resolution rappelle les resolutions de l'Assemblée générale demandant la creation des centres regionaux mentionnés plus haut. 11 fait également reference aux précédentes resolutions concernant le desarmement regional.

Le préambule rappelle également l'importante contribution des programmes menés par lee centres regionaux et qu'il est nécessaire de leur assurer une stabilité et une viabilité financière pour les aider à bien planifier et exécuter leurs programmes.

M, Walker (Jamaique)

Dans ce préambule, l'Assemblée se dit convaincue que lea initiatives et activités mutuellement convenue Par lea Etats Membres dans leurs regions respectives en vue de faire progresser la confiance réciproque et la sécurité, ainsi que l'exécution et la coordination des activités régionales menées dans le cadre de la Campagne mondiale pour le désarmement encourageraient et facillteraient l'élaboration de mesures effisaces de confiance, de limitation des armements et de désarmement dans ces regions.

Dans les derniers alinéas du préambule. Assemblée générale exprime sa gratitude aux Etats Membres ainsi qu'aux organisations gouvernementales et non gouvernementales qui ont versé des contributions aux fonds d'affectation spéciale des trois centres regionaux et prend acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général (A/46/365) et reconnaît qu'il s'est efforcé de prendre lea mesures administratives nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des centres.

Au paragraphe 1 du dispositif, l'Assemblée générale encourage les centres à continuer de s'employer, conformément à leurs mandats, à aider à mettre au point des mesures efficaces de confiance, de limitation dea armements et de désarmement.

Au paragraphe 2 du dispositif, l'Assemblée générale rend honunage au Secretaire general pour la façon dont il a aidé les centres régionaux à accomplir leur tâche et demande qu'il continue de fournir son appui.

Au paragraphe 3 du dispositif, l'Assemblée générale engage le: Etats

Membres ainsi que las organisations gouvernementales et non gouvernementales
internationales à continuer de contribuer aux fonds d'affectation spéciale des
différents centces régionaux pour renforcer leurs programmes d'activité.

Le paragraphe 4 du dispositif se lit comme suit :

"Decide que, pour continuer d'assurer la viabilité financier8 des centres, leurs dépenses d'administration seront imputées sur le budget ordinaire".

de tiens ici à souligner que le financement au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies donnerait aux centres régionaux la stabilité dont ils ont besoin et garantirait aux organisations non gouvernementales et

M. Walker (Jamaique)

autres donateurs potentiels que leura contributions seront consacrées exclusivement aux programmes d'enseignement.

Etant donné le large consensus que rallie ce projet de r&solution. nous sommes sûrs qu'il sera adopté sans vote,

M. NDIAYE (Gabon) : Prenant la parole pour la première foia, je voudrais tout d'abord féliciter M. Mroziewicz de son élection à la prisidence de notre commission. Ces felicitations s'adressent aussi aux membres du bureau.

Au nom du Groupe des Etats d'Afrique que mon pays a l'honneur de présider au cours de ce mois de novembre, je voudrais joindre ma voix à celle qui m'a précédé concernant le point 61 de notre ordre du jour.

En effet, pour la promotion de la sécurité et du désarmement dans le monde, des centres régionaux pour la pair et le désarmement ont été créés grâce au concours de notre organisation. Cos centres organisent des conférences, des séminaires et des ateliers. Le fonctionnement de ces centres a toujours été assuré grâce aux dons volontaires des Etats Membres. Mais, depufa un certain tempa, ces centrea iprouvent de sérieuses difficultés de trésorerie pour faire face aux dépenses qu'occaaionnent leurs activités, notamment dans le domaine de l'administration. Dana l'objectif d'assurer la viabilité financière des différents centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement, il est donc souhaitable que ces dépenses d'administration soient imputées dans le budget ordinaire de notre organisation, et c'est ce qui fait l'objet du projet de resolution contenu dans 18 document A/C.1/46/L.14 du 38 octobre 1991.

Au nom du Groupe des Etats d'Afrique, je voudrais demander à notre commission d'apporter tout son appui Au projet de &solution A/C.1/46/L.14 présenté par 18 représentant de la Jamaïque.

M. ACHARYA (Nepal) (interprétation de l'anglais): Le représentant d8 la Jamaïque vient de presenter le projet de résolution A/C.1/46/L.14, relatif aux Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement, au nom des pays d'Asie et Au Pacifique et d'Amérique latine et des Caraïbes qui l'ont parrainé.

M. Acharya (Népal)

Conformément à leur mandat, les centres régionaux aont censés fournir, sur demands, un large appui aux initiativea et autrea activités mutuellement convenues par lea Etats Membres de la region concernée pour appliquer des mesures de paix et de désarmement. En d'autres termes, la création des centres régionaux montre que l'Assemblée générale reconnaît que lea Etata Membres mettent de plus en plus l'accent sur la nécessité d'adopter une approche régionale pour examiner les questions complexes de la limitation des armaments, du désarmement et des mesures de confiance. Le rapport du Secrétaire général (A/46/365) est un excellent résumé des activités de3 centres régionaux au cours de ces dernières années.

Le Centre régional pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, qui se trouve à Katmandou, au Népal, s'est employ6 activement à diffuser des informations sur les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement. Le Centre, cependant, s'est lancé dans une activité encore plus importante. Le besoin de mesures de confiance se faisant sentir dans la région de l'Asie et du Pacifique, le Cantre a organisé deux r&anions importantes à Katmandou. Ces réunions ont permis de réunir, dans un cadre officieux, dus diplomatea, des experts et des scientifiques appartenant ou non à la region, pour tenter d'identifier les domaines sur lesquels il y a une approche commune et de3 éléments pour d'éventuels accords futurs.

Je n'ai pas besoin de répéter ici que les mesures de renforcement de la confiance ne peuvent remplacer les mesures de limitation des armements et de désarmement. Leur utilité pour créer des conditions finvorables aux accords de limitation des armements est cependant largement reconnue. Le succis de la Conference sur la sécurité et la cooperation en Europe (CSCE) et du Traité sur les forces armées classiques en Europe sont des exemples qui viennent tout de suite à l'esprit. Je n'ai pas besoin non plus de rappeler que chaque region a ses propres besoins et perceptions en matière de sécurité et que les mesures de renforcement de la confiance appliquées avec succès dans une region donnée ne conviennent tout simplement pas à d'autres regions. Le processus européen nous donne néanmoins des directives et des exemples utiles, notamment pour ce qui est de la nature progressive des mesures de renforcement de la confiance qui y ont été adopt&es. La CSCE résulte de négociations longues et patientes qui se sont échelonnées sur nombre d'années. Le Traité sur les forces armées classiques en Europe est l'aboutissement direct de ces efforts patients.

Ma delegation pense que le potentiel des centres régionaux desrait être considéré dans ce contexte. Les activités de fond des centres régionaux dependent exclusivement des contributions volontaires. Le Secrétaire general leur donne tout l'appui possible. Le Département des affaires de désarmement, que dirige avec competence son Secrétaire général adjoint, M. Akashi, mérite notre reconnaissance pour la façon optimale dont il utilise les maigres ressources diponibles pour les activités des centres. Ces derniera temps, les activités et le potentiel des centres retiennent davantage l'attention des gouvernements, des fondations et dea organisations non gouvernementales. 11 va sans dire que leur soutien financier passe par le maintien d'une structure administrative minimale.

C'est en tenant compte de ces considerations que les auteurs du projet de resolution sur les centres régionaux ont decide de s'adresser à l'Assemblée générale Pour le financement des frais administratifs des trois Centres dans le cadre du budget ordinaire. Il n'a pas été facile de prendre cette decision, car nous connaissons trop bien les vues de certains Etats Membres sur les questions budgétaires. Ma delegation est cependant convaincue que, dans l'intérêt plus large du maintien de la viabilité et de l'efficacité des centres régionaux, les Etats membres appuieront avec une majorité écrasante le pro jet de résolution figurant dans le document A/C.1/46/L.14.

M. RASAPUTRAM (Sri Lanka) (interpretation de l'anglais): Je suis très heureux de prendre la parole pour appuyer le projet de resolution A/C.1/46/L.14, présenté aujourd'hui par le representant de la Jamaïque. Les Centres régionaux pour la paix et le desarmement constituent un lien vital entre les efforts de desarmement et le renforcement de la confiance dans les affaires de désarmement. Les événements r¢s ont montré qu'il est urgent de prendre des mesures régionales pour renforcer la paix et la sécurité dans le monde entier. Le dialogue regional et la diffusion de connaissances à l'échelon regional nous permettraient de faire des progrès dans le domaine du desarmement.

Le Centre regional en Asie a au une influence durable sur les gouvernements et les organisations non qouvernementales. Dans toutes les questions ayant trait au desarmement, une perception différente des intérêts de sécurité des Etats peut empêcher tout progrès vers le ddsarmement général et complet si nous ne cherchons pas des moyens spécifiques aux regions et aux sous-régions et des moyens permettant de surmonter leurs problèmes particuliers. Nous savons quo des facteurs culturels, techniques, linguistiques et économiques figurent parmi les principales menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité des regions. Des solutions regionales qui peuvent s'intégrer dans un cadre global doivent. nécessairement émerger de discussions et de dialogues bien informés à l'intérieur des regions.

Afin d'avancer vers cet objectif, il est indispensable d'élargir et. d'augnenter les terrains d'entente et d'interaction dans la recherche d'accords sur les différentes questions qui tendent à troubler la stabilité régionale. Le Centre asiatique a organisd plusieurs siminaires et ateliers très utiles pour fournir des informations à jour à toutes les parties intéressées.

Nous devons renforcer ces institutions, non seulement pour permettre des échanges d'informations, mais aussi pour progresser dans les domaines où un accord est à portée de main et pour assurer que les mesures de renforcement ont l'effet voulu.

Les ressources nécessaires à l'élargissement des activitds de ces centres régionaux representeraient une fraction infime des budgets militaires. Comme l'a dit à cette commission le Secrétaire général ndjoint aux affaires de desarmement, M. Akashi, il importe de former et d'informer les jeunes

M. Rasaputram (Sri Lanka)

g&&rations au sujet des méthodes permettant d'établir et de maintenir la paix dans l'intérêt de leur propre avenir. Les centres régionaux sont bien placés pour faire comprendre les problèmes aux jeunes generations dans ces régions et pour aider les gouvernements à trouver rapidement des solutions acceptables. L'élargissement de ces activités dans le Centre regional en Asie, où la population est la plus nombreuse et le niveau d'instruction pau élevé, nécessiterait des ressources supplémentaires. Nous demandons à tous les membres de la communauté intsrnationale de continuer de fournir des ressources suffisantes pour permettre à tous les centres régionaux pour le désarmement, où qu'ils se trouvent, de poursuivre leurs activités importantes.

Afin de permettre aux centres de planifier et appliquer laur programme de travail à l'abri de toute incertitude qui gênerait l'efficacité de leur structure administrative, il importe que les frais administratifs de tous les centres soient couverts par le budget ordinaire des Nations Unies. Les centres seraient ainsi en mesure de s'assurer les services de collaborateurs qualifies, dévoués à la cause de la paix.

Comme l'a dit le représentant de la Jamaïque, nous espirons que le projet de résolution sera adopt.6 sans vote.

M. BRECKON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais):

Les Etats-Unis ont demandé la parole ce matin pour exprimer leurs vues sur certaines questions soulevées dans le projet de resolution A'C.1/46/L.4 relatif à un traité d'interdiction complete des essais nucléaires. Nous pensons que certains éléments de ce projet de resolution perpétuent des mythes au sujet des essais nucléaires Nous pensona que ces mythes sont trompeurs. Je voudrais essayer de les dissiper au moment où lets membres de la Commission réfléchissent à la manière dont ils vont voter sur ce projet de resolution.

Je voudrais citer quelques-uns de ces mythes. Mythe numéro 1 : Un traité d'interdiction complete des essais arrêterait la proliférati n des armes nucléaires. Nous pensons qu'en réalité, un traité d'interdiction complete des essais ne permettrait pas d'atteindre cat objectif. Qui pourrait affirmer sérieusement, par exemple, yue l'interdiction des essais aurait eu ung incidence sur le programme secret iraquien de mise au point d'armes nucléaires, poursuivi sans essais, et sur tout effort de ce type en cours ailleurs?

M. Breckon (Etats-Unis)

Mythe numéro 2 : En empêchant toute amélioration qualitative des armes nucléaires exiatanten, on accroîtrait la stabilité. Noun pensons qu'en réalité, l'absence d'améliorations qualitatives favoriaerait la déstabilisation. Les armes nucléaires doivent répondre à dea normes de sécurité et de fonctianuement rigoureusea. Un programme minimum et prudent d'essais est à notre avis nécessaire pour assurer que lea armes répondent à ces normes. Sané essais, nul ne peut être certain que ces armes sont sans danger et qu'elles répondent aux normes. L'incertitude qui en résulterait pourrait conduiro à des erreurs et à plus d'insécurité.

M. Breckon (Etats-Unis)

Mythe numéro 3 : Les essais ne peuvent être réalisés sans danger pour l'environnement. En fait, nous pensons qu'il existe une masse de données scientifiques objectives qui attestent de l'innocuité écologique des essais nucléaires souterrains correctement conduits, Notre collègue français a cité certaines information:, dont il dispose lors de son intervention à la Commission le 30 octobre. On ne saurait faire fi do la quantité et de la qualité de ces informations, parmi tant d'autres.

Mythe numéro 4 : Les essais nucliaires ne aunt plus nécessaires étant donné que la cooperation s'améliore entro les principaux Etats dotés d'armes nucleaires et du fait de la réduction des stocks d'armes nucléaires. Le fait est que l'amélioration des relations entre les Etats-Unis et l'URSS a permis une reduction considerable des armes nucleaires, tant par voie de négociation que par decision unilatérale, mais pour les Etats-Unis, des essais restent nécessai res pour les armes qui n'ont pas été éliminées. Pour nous et les allies auxquels nous somms unis par traité, la dissuasion reste la base de notre defense collective. Les armes nucleaires sont toujours un element important de cette stratégie. Les essais sont nécessaires pour maintenir la sûreté, la sécurité et la fiabilité de ces armes tant qu'elles existeront.

La position des Etats-Unis à l'égard d'un traité d'interdiction complète des essais nucleaires est parfaitement claire et n'a pas change. Nous considérons l'interdiction complète des essais comme un objectif à long terme qui doit être envisage dans le contexte d'une époque où les Etats-Unis et ses allies n'suront plus besoin de la dissuasion nucléaire pour garantir la sécurité et la stabilité internationaies, et où le monde aura réalisé une reduction générale approfondie et effectivement verifiable des armements, aura notablement amélioré ses capacités de verification, étendu les mesures de confiance et établi un meilleur équilibre entre les forces classiques.

Les Etats-Unis estiment que 1 ; mythes qui sous-tendent certains elements du projet de resolution A/C.1/46/L.4 sur un traité d'interdiction complète des essais nucleaires devraient être revus à la lumière des faits tels que nous les voyons. Ces mythes jouent sur notre espoir de voir s'instaurer un ordre mondial juste où le recours aux armes de dissuasion et de défense serait superflu. Leur attrait est puissant. Mais nous avons tous le devoir d'envisager le monde avec réal isme. Tout en oeuvrant pour-améliorer les

différences politiques profondea dont procèdent les tensions, nous devons aussi étudier avec prudence les précautions essentielles qui aont vitales pour

1.1 stabilité Enternationale et pour notre sécurité nationale,

La délégation des Etats-Unis demande aux délégations de garder ces considérations à l'esprit au moment de voter sur le projet de r&solution relatif à un traité d'interdiction complete d'essais nucléaires.

M. GARCIA MORITAN (Argentine) (interprétation de l'espagnol): Avant de commenter le projet de résolution A/C. 1/46/L.36, j'aimerais signaler que ma délégation vient d'apprendre avec un profond regret le décès de l'Ambassadeur Rikhi Jaipal, de l'Inde; je présente men condoléances les plus sincères à la délégation indisme suite à la diaparition de M. Jaipal, ancies Secrétaire général de la Conférence du désarmement at représentant éminent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies et de divers Etats. L'Ambassadeur Jaipal était un grand ami da la République argentine et nous éprouvions pour lui une profonde amitié. C'était sans aucun douta l'un des grands diplomates multilatéraux des 50 dernières années et nous déplorons que ces dernières semaines aient endeuillé la communauté intornationale avec la perte de deux grands défenseurs de la cause du désarmement, l'Ambassadeu v'rcia Robles, du Mexique, et aujourd'hul, l'Ambassadeur Rikhi Jaipal, de l'Inde. Nous présentons à ces deux délégations l'expression de notre profondo amitié et de nos sincères condoléances.

Avant d'examiner le projet de résolution A/C.1/46/L.36, je voudrais également exprimer la reconnaissance de ma délégation à la délégation française pour les déclarations qu'elle a faitea hier au sujet d'une éventuelle ratification du Protocole additionnel I du Traité de Tlatelolco. Voi là sans aucun doute un pas que mon gouvernament apprécie beaucoup. Nous nous réjonissons également de la décision des auteurs da retirer le projet de résolution présenté à ce sujet à la Première Commission et mon gouvernement examinera attentivement le projet de décision qua l'Ambassadeur du Maxique annoncera à cette fin.

J'en viens maintenant au projet de résolution qui fait l'objet du document A/C. 1/46/L. 36. La négociation de la Convention sur les armes chimiques à la Conférence Au désarmement a enfin atteint un régime qui permet d'espérer un aboutissement rapide. 11 est particulièrement encourageant do

- 53 --

M. Garcia Moritan (Argentine)

vofr la façon dont une approchs souple et constructive a permis de relancer un processus de négociation dont le manque de progrès contrastait avec un climat international franchement positif. Novn nous félicitons donc de la volonté politique d'adopter au plus tôt un texte à ce sujet afin qu'en 1992 la Conference du désarmement puisse enfin présenter à la Première Commission son premier traité multilatéral de désarmement. Les délaissunt très serrés mais si l'on peut tirer une conclusion positive de la longueur des négociations de la Conférence du désarmement, qui ont duré presque 10 ans, c'est que tous les participanta savent parfaitement quels sont les domaines précis sur lesquels ils devront concentrer rapidement le plus gros de leurs efforts au cours des mois à venir, dans cette phase finale, afin de parvenir à un texts équilibré et efficace. Tout nouveau retard dans la réalisation da cet objectif serait injustifiable. Nous sommes convaincus que tous les Etats qui participent à la Conference du désarmement, même coux qui ont besoin d'un plua long délai de réflexion, feront les efforts nécessaires pour permettre à la Première Commission d'entreprendre l'examen de ce texte dès la prochaine session de l'Assemblée générale.

Le projet de résolution coatenu dans le document A/C.1/46/L.36 présenté par l'Ambassadeur du Cenada imprime à notre avis une impulsion favorable dans ce sens, et c'est pourquoi nous lui apportons tout notre appui.

Le <u>PRESIDENT</u> (interprétation de l'anglais) : Je partage les sentiments exprimés par le représentant de l'Argentine en ce qui concerne la perte prématurée de l'Ambassadour Jaipal, de l'Inde.

La séance est levée à 12 h 10.